



Assemblée générale

Distr. générale
18 septembre 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Points 15 et 116 de l'ordre du jour

**Application et suivi intégrés et coordonnés des textes
issus des grandes conférences et réunions au sommet
organisées par les Nations Unies dans les domaines
économique et social et dans les domaines connexes**

Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire

Lettre datée du 16 septembre 2015, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Libye auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de communiquer les réserves suivantes, que la Libye exprime au sujet du document final du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015, intitulé « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » :

1. La Libye souligne que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 doit être interprété et mis en œuvre dans le respect des législations et des priorités de développement des différents pays, ainsi que des valeurs culturelles et morales et des antécédents religieux de ceux-ci, et conformément aux droits de l'homme universellement reconnus.
2. S'agissant du paragraphe 19 de la déclaration et de la cible 10.2, la Libye considère que les expressions « de toute autre situation » et « ou autre » ne sauraient s'appliquer aux représentations liées à l'« orientation sexuelle », à l'« identité sexuelle », aux « couples de même » ou aux « lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres ».
3. La Libye ne se rallie pas au consensus recueilli sur la cible 3.7 :
 - a) En ce qui concerne les services « d'information et d'éducation » en lien avec l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, il y a lieu de tenir compte de l'âge des personnes concernées. À cet égard, la Libye rejette l'idée que cette référence puisse être considérée comme comprenant la notion d'éducation sexuelle complète;
 - b) Elle réaffirme par ailleurs que les parents ont, « par priorité », le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants, et que ce droit, consacré dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, doit être respecté;



c) L'emploi de l'expression « information et éducation » en lien avec l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative ne saurait impliquer le droit des jeunes enfants ou des adolescents d'accéder à des services, quels qu'ils soient, au mépris de l'autorité parentale;

d) On ne saurait en aucun cas considérer que la cible 3.7 crée une obligation pour les États de fournir des services de soins de santé, d'information et d'éducation qui ne sont ni légaux ni acceptables sur leur territoire.

4. En ce qui concerne la cible 5.4, la Libye ne comprend l'expression « dans le ménage » que dans la mesure où elle signifie « la famille ». La famille, dont l'acte fondateur est le mariage d'un homme et d'une femme, est la cellule constitutive naturelle et fondamentale de la société.

5. La Libye émet expressément une réserve concernant la cible 5.6, formulée en ces termes :

« Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, ainsi qu'il a été décidé dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing et les documents finals des conférences d'examen qui ont suivi. »

La Libye souhaite émettre une réserve concernant toutes les dispositions du document et l'ensemble des interprétations pouvant en être faites qui sont incompatibles avec sa législation nationale. La cible 5.6 ou toute autre disposition du Programme de développement durable à l'horizon 2030, sa mise en œuvre ou son interprétation ne pourront en aucun cas renvoyer, de façon implicite ou explicite, aux notions d'orientation sexuelle, d'identité sexuelle, de couples de même sexe, de lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres ou d'avortement.

6. Selon la Libye, le terme anglais « gender » signifie « sexe » (masculin ou féminin), et n'a d'autre sens que son acception traditionnelle et générale.

7. Pour ce qui est du membre de phrase « assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation » et des termes connexes employés tout au long du Programme de développement durable à l'horizon 2030, on ne saurait dire qu'ils créent un droit à l'avortement ni qu'ils attestent l'existence d'un tel droit.

8. En conséquence, la Libye rejettera systématiquement toute politique ou toute activité de suivi, d'évaluation ou de communication d'informations concernant une quelconque disposition du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui inclurait ou tendrait à inclure, de façon explicite ou implicite, les concepts d'orientation sexuelle, d'identité sexuelle, de couples de même sexe, de lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres ou d'avortement.

9. S'agissant du paragraphe 75, la Libye souligne le rôle que jouent les gouvernements dans l'élaboration d'indicateurs nationaux et régionaux, et précise que, conformément à l'alinéa 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, les indicateurs mondiaux relatifs aux cibles et objectifs convenus ne doivent pas empiéter sur la marge de manœuvre des pays ni contrarier les priorités nationales concernant les concepts susmentionnés.

10. La Libye estime que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'ensemble des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et au droit international qui en ont inspiré la rédaction n'ont pas vocation à standardiser les valeurs culturelles des peuples du monde. En conséquence, elle appliquera et interprétera le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en stricte conformité avec sa législation nationale et les valeurs et convictions morales, culturelles et religieuses de la société libyenne, et dans le respect des principes relatifs aux droits de l'homme universellement reconnus.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 15 et 116 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Ibrahim O. **Dabbashi**
